

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 05/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED (PAPREC)

lieu dit La Tournelle
89340 Champigny

Références : 240411
Code AIOT : 0024900044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieu dit La Tournelle 89340 Champigny.

Avant tout dépôt de déchets, l'inspection des installations classées procède à une visite du site d'enfouissement afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. La présente visite a donc été programmée à cette fin. Elle concerne le casier D2-3 de l'installation de stockage de déchets de Champigny.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED (PAPREC)
- lieu dit La Tournelle 89340 Champigny
- Code AIOT : 0024900044 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

L'installation contrôlée est le casier D2-3 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Champigny exploitée par la société COVED.

Attributs de l'inspection :

Risques accidentels (*Risque incendie*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ouverture casier D2-3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	
2	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.	
3	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.	
4	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.	
5	Caractéristique des casiers exploités en mode bioréacteur	Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Le casier de stockage D2-3 de CHAMPIGNY est conforme à la réglementation applicable. Le système de détection incendie a été mis en place sur le casier. Il est prêt à accueillir des déchets non dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - barrière passive
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : - le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; - les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le casier D2-3 est exploité en réhausse de casiers existants disposant d'une barrière de sécurité passive.</p> <p>L'exploitant a mis en place une couche de forme de matériaux terreux d'épaisseur supérieure à 50 cm au toit des déchets de la subdivision sous-jacente. 2 sondages à la pelle mécanique ont été effectués pour vérifier l'épaisseur (respectivement 60 et 62 cm, annexe n°3 du dossier de conformité du casier (référéncé 24/NRE6.O.5003-B).).</p> <p>Une digue de fermeture en matériaux terreux d'un mètre de largeur sur deux mètres de hauteur est présente pour rendre la subdivision hydrauliquement indépendante.</p> <p>Des analyses ont été réalisées sur ces matériaux terreux et concluent au caractère inerte de ces derniers (cf. résultats en annexe n°11 du dossier de conformité du casier référencé 24/NRE6.O.5003-J).</p> <p>Au préalable à la pose des géomembranes, un géosynthétique bentonitique (BENTOFIX NSP 6600 a NAUE) a été mis en place au droit du fond de casier et de la digue de fermeture. La pose de GSB dans les parties du talus intercasier n'a pas été réalisée s'agissant d'une zone en casiers superposés (même principe que pour le casier précédent D2-5). Cette configuration est conforme à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 2 août 2016 applicable au casier.</p> <p>Les contrôles ont été réalisés les 05-06/03/24 et 21-27/03/24. Le compte rendu des contrôles réalisés est joint en annexes n° 6 et n° 8 du dossier de conformité du casier.</p> <p>Un géotextile de protection inférieur (300g Geodren A30P) a été mis en place au-dessus des matériaux terreux et donc en dessous de la géomembrane 1 mm au niveau des talus et diguette intercasier. Un plan de récolement de la pose du GSB et géotextiles anti-poinçonnants est fourni au dossier de conformité du casier (annexe n° 12).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.
Thème(s) : Risques chroniques - barrière active
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>La géomembrane mise en œuvre sur la digue de fermeture du casier D2-3 est une CARBOFOLHDPE 407 2,0 s/s AS.</p> <p>En fond de casier du point bas et de son cuvelage, la géomembrane mise en œuvre est une CARBOFOL HDPE 407 2,0 s/s AS.</p> <p>Sur le talus intercasier D2-3, la géomembrane mise en œuvre est une CARBOFOL HDPE 407 1,0 s/s AS et une bande de raccordement en 1.5 s/s AS.</p> <p>Les contrôles ont été réalisés les 05, 06, 21 et 27/03/24 par la société GINGER. Le rapport de Ginger conclut : «Les géomembranes mises en œuvre, de type PEHD 1.00 mm, 1.5mm et 2.0mm, sont correctement soudées et ne présentent aucune détérioration (ni perforation, ni déchirure), ainsi que les raccords existants. Les recouvrements sont satisfaisants et les points triples ne présentent aucune anomalie. Les raccords aux puits biogaz ont été contrôlés à la pointe sèche les 12, 15 et 27/03/2024 et ont correctement réalisés. ».</p> <p>Le compte rendu des contrôles réalisés est joint en annexe n° 6 et 8 du dossier de conformité du casier.</p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées, le cahier de soudure de la géomembrane a été fourni par l'exploitant pour justifier du soudeur ayant réalisé les soudures.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.
Thème(s) : Risques chroniques - barrière active
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en terme d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un géotextile de protection a été mis en œuvre au-dessus de la géomembrane au niveau des diguettes et du cuvelage du point bas du casier (1 couche GEODREN 800g/m²) et au niveau du talus intercasier (1 couche GEODREN 300g/m²).</p> <p>Un géocomposite de drainage et de protection (AFITEX Drintube 400 FT1 D20) a été mis en œuvre au niveau bas de la subdivision D2-3. Les contrôles ont été réalisés les 12-15/03/24 (annexe n°7 du dossier de conformité).</p> <p>Un puits de pompage à lixiviats a été installé au niveau du point bas, associé à un réseau de tuyaux de drain en PEHD de 200 mm afin de faciliter l'écoulement des lixiviats vers ce puits de pompage. Un matériau drainant a été mis en place et l'épaisseur ($e > 30$ cm) a été contrôlée. Les contrôles ont été réalisés les 12,15 et 27/03/24 (annexe n° 10 du dossier de conformité). L'exploitant a démontré, par note afitexinov du 12/07/2022, que la solution mise en place présentait de meilleures caractéristiques hydrauliques que la couche de matériaux granulaires de perméabilité 1.10^{-4} m/s sur une épaisseur de 50 cm.</p> <p>Un plan de récolement présentant les drains PEHD 200 mm dirigés vers un puits de récupération des lixiviats en point bas est fourni en annexe n° 12 du dossier de conformité. Un relevé topographique est également fourni.</p> <p>La pompe en place dans le puits (pompe immergée) a été testée durant l'inspection et fonctionne. Afin d'assurer une hauteur maxi de 30 cm lixiviats en fond de casier, l'exploitant indique que la pompe est associée à une minuterie qui détermine une durée de fonctionnement horaire et celle-ci est ajustée par les mesures mensuelles de hauteur de lixiviats effectuées par sonde piézométrique au niveaux du puits.</p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a justifié de la perméabilité de la couche drainante mise en place. La perméabilité de celle-ci est de 10^{-2} m/s.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.
Thème(s) : Risques chroniques - barrière active
Prescription contrôlée : Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.
Constats : Un géotextile de protection a été mis en œuvre au-dessus de la géomembrane au niveau de la digue de fermeture et du cuvelage du point bas du casier (1 couche GEODREN 800g/m ²) et au niveau du talus intercasier (1 couche GEODREN 300g/m ²). Un géocomposite de drainage et de protection (AFITEX DRAINTUBE 400 FT1 D20) a été mis en œuvre au niveau bas de la subdivision D2-3. Les contrôles ont été réalisés les 12-15/03/24 (annexe n° 7).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Caractéristique des casiers exploités en mode bioréacteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques - bioréacteur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La barrière de sécurité active des casiers bioréacteurs est constituée d'une membrane PEHD d'épaisseur 1,5 mm, protégée en face inférieure par couche de forme de 50 cm de matériaux terreux, d'un géotextile anti-poinçonnant et en face supérieure par un géotextile anti-poinçonnant et une couche de matériaux drainant de 50 cm d'épaisseur ou tout dispositif équivalent.</p> <p>Sur les talus intercasiers, l'étanchéité de confinement est constituée par une couche de forme de 20 cm de matériaux terreux, un géotextile anti-poinçonnant, une membrane PEHD d'épaisseur 1 mm, un géotextile anti-poinçonnant. La séparation des casiers est assurée par des digues de fermeture d'une hauteur de 2 mètres pour une largeur d'1 mètre en matériaux terreux.</p> <p>Chaque casier est indépendant hydrauliquement.</p> <p>Chaque niveau de casier est conçu pour que les lixiviats s'écoulent gravitairement vers le puits de relevage des lixiviats existants. Les lixiviats sont remontés puis envoyés dans le bassin de stockage existant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différents éléments sont inclus dans les points de contrôle précédents.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1
Thème(s) : Risques chroniques - départ de feu sur casier
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de caméra à détection infrarouge qui surveille l'intégralité de l'alvéole en cours d'exploitation, la zone de déchets ouverte étant balayée par au moins 2 capteurs. Ce réseau de caméra est relié à une alarme dans le bâtiment administratif et à un appel 24 h / 24 vers le responsable d'exploitation ou un cadre d'astreinte.
Constats : 3 caméras thermiques assurent la détection incendie des casiers D2-5 (en cours d'exploitation) et D2-3 (futur casier). Caméra 1 : caméra "grand angle" assurant la détection incendie du casier D2-5 Caméra 2 : caméra "360°" assurant la détection incendie du casier D2-3 Caméra 3 : caméra "360°" assurant la détection incendie des casiers D2-5 et D2-3. Un test des caméras 2 et 3 a été réalisé durant l'inspection grâce à un petit chalumeau portable mis directement devant les caméras. L'exploitant a reçu un SMS sur son portable lorsque le seuil bas de 100° C a été dépassé et la télésurveillance a appelé le site. Un test avec le chalumeau a été tenté du milieu du casier mais la température atteinte (de l'ordre de 100 - 110° C selon la mesure des caméras) et la flamme très localisée n'a pas permis de déclencher le seuil bas des caméras thermiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite au test non concluant de déclenchement des caméras thermiques avec un chalumeau allumé placé au milieu du casier, L'exploitant justifiera du seuil de déclenchement des caméras thermiques choisi et que ce dernier permet bien la détection d'un départ de feu dans le casier.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 Jours